

Les victimes des deux grandes catastrophes collaborent entre elles



M. Kisara regarde les flammes en apportant les photos de son épouse et de son fils, à Kobe

Le 17 janvier, à 5h 46, une cérémonie commémorative a eu lieu, dans le parc Azuma de la ville de Kobe, département de Hyogo, dans la partie ouest du Japon. Il y a dix-neuf ans, en 1995, un grand tremblement de terre s'est produit, provoquant la mort de 6343 victimes. Quatorze personnes venant de Tohoku, qui ont été et sont encore touchées par la catastrophe de 2011, ont pris part à la cérémonie.

L'une d'entre elles était M. Kisara Toshikatsu, âgé de 57 ans et venant du département de Miyagi, qui a perdu sa femme dans le tsunami et ensuite son fils, qui s'est suicidé en raison de souffrances psychiques causées par la catastrophe. Il était plongé dans l'inquiétude et la tristesse, mais des volontaires de Kobe l'en ont tiré. En décembre vingt personnes venues de Kobe l'ont aidé à remettre en ordre sa maison et lui ont redonné courage. Il les a remerciés et, à leur demande, il a apporté sa contribution à la cérémonie par des photos de sa femme et de son fils.

Il dit : *“Les volontaires pour venir en aide aux villes sinistrées se raréfient. Beaucoup d'occupants de logements provisoires n'ont pas*

d'espoir et vivent isolés et seuls. Pourtant, le concours de bénévoles est, aujourd'hui encore, nécessaire. ”. Avec des gens de Kobe, il a engagé des démarches auprès du gouvernement afin que soient légalisés des tarifs préférentiels de transport et d'hébergement pour les volontaires venant en aide aux villes sinistrées

(paru dans le journal Manichi du 17 janvier 2014)

L'élection du gouverneur de Tokyo a commencé

En décembre, le gouverneur de Tokio, M. Inose, a démissionné à cause d'une affaire de corruption et aujourd'hui, 23 janvier, a commencé l'élection d'un nouveau gouverneur. La première candidature au poste a été celle de M. Utsunomiya Kenji, ex-président du barreau japonais, soutenu par le Parti Communiste Japonais. Autre candidature, celle de M. Masuzoe Yoichi,



ex-ministre de la Santé et du Travail, soutenu par le Parti Libéral Démocratique actuellement au pouvoir. Il y a deux ou trois semaines s'est mis soudainement sur les rangs M. Hosokawa Morihiro, âgé de 76 ans, ex-premier ministre (à gauche sur la photo), qui veut libérer le Japon de l'énergie nucléaire et que soutient M. Koizumi Junichiro, ex-premier ministre

lui aussi (à droite).

Hosokawa, qui est le descendant d'un roi féodal de Kumamoto dans l'île de Kyūshū, a été premier ministre entre août 1993 et avril 1994, s'est retiré ensuite du monde politique et s'est consacré à l'art. L'autre ex-premier ministre, Koizumi, était très populaire et jouit, à présent encore, d'une grande influence sur le monde politique. Cette année, après avoir visité Onkalon, un dépôt de déchets nucléaires situé en Finlande, il a sur-le-champ mis fin à son soutien à l'énergie atomique et a commencé à s'opposer à la politique énergétique du gouvernement actuel. Il insiste sur le fait qu'on ne dispose à présent d'aucun moyen pour neutraliser les déchets nucléaires et qu'il n'est pas admissible, dans ces conditions, d'utiliser l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité.

Seuls ces deux ex-premiers ministres parlent de rejeter l'énergie nucléaire, mais apparemment beaucoup de gens les soutiennent. Cela constitue une grave menace pour le gouvernement, qui répète qu'il n'y a, dans le département de Tokyo, aucun réacteur nucléaire et que par conséquent la politique énergétique ne saurait être un thème pour cette élection.

À ce sujet, nombreux sont les journaux et les gens qui pensent que le département de Tokyo consomme une grande quantité d'électricité produite à Fukushima, qu'il est le plus gros actionnaire de la compagnie TEPCO, et que donc la politique énergétique du Japon doit être un thème important pendant cette élection.

M. Utsunomiya, lui aussi, s'oppose à la politique énergétique du gouvernement en place et c'est pourquoi certains voulaient qu'il se retire afin qu'il n'y ait qu'un seul candidat antinucléaire, mais ni lui ni le Parti Communiste qui le soutient n'y ont consenti parce que, sur d'autres sujets, la politique de Hosokawa n'est pas claire, et qu'en outre il a lui aussi profité de l'argent de la corruption lorsqu'il était premier ministre.

Il est certain que la politique énergétique va devenir l'un des thèmes majeurs et c'est une très bonne chose. Si Utsunomiya ou Hosokawa gagne, ce sera un rude coup pour le gouvernement actuel. Le scrutin aura lieu le 9 février.

455 villes et villages s'opposent à l'énergie nucléaire

Après l'accident nucléaire de 2011, 455 assemblées de villes et de villages sur 1727 ont fait connaître au Parlement leur opinion défavorable à l'énergie nucléaire.

Rapport de HORI Yasuo,
traduit de l'espéranto par Paul SIGNET
avec les conseils de Ginette MARTIN.